

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
et du CADRE de VIE
Bureau de l'environnement

Installation classée soumise à
autorisation n° 7201/carrière n° 270

Pétitionnaire :
Commune de MASSAY

ARRÊTÉ N° 2004.1.266 du 6 avril 2004

**autorisant la commune de MASSAY à poursuivre l'exploitation
d'une carrière communale de calcaires située à MASSAY,
au lieu-dit "Le Grand Veau"**

La Préfète du Cher, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du mérite,

VU la partie législative du code de l'environnement,

VU le code des douanes et notamment ses articles 266 sexies à 266 terdecies,

VU le code minier,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code rural,

VU le code forestier,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique,

VU le code du travail,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée
par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de
malveillance,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la
lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières,

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement et à la protection de
l'environnement, notamment son article 16,

.../...

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,

VU le décret du 20 mai 1953, modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, les décrets n° 93-1412 du 29 décembre 1993, n° 94-485 du 9 juin 1994, n° 96-197 du 11 mars 1996, n° 97-1116 du 27 novembre 1997, n° 99-1220 du 28 décembre 1999, n° 2000-283 du 30 mars 2000 et n° 2002-680 du 30 avril 2002 pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées,

VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 portant règlement sur l'exploitation des minières et carrières à ciel ouvert,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié notamment par les décrets n° 94-484 du 9 juin 1994, n° 96-18 du 5 janvier 1996, n° 2000-258 du 20 mars 2000, n° 2001-146 du 12 février 2001 et n° 2002-89 du 16 janvier 2002, pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement susvisé,

VU le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

VU le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,

VU le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

VU le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571.2 du code de l'environnement,

VU le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage des déchets,

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier,

VU le décret n° 2000-1349 du 26 décembre 2000 modifié relatif à la taxe générale sur les activités polluantes dues par les exploitants des établissements dont certaines installations sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et dont les activités font courir, par leur nature ou leur volume, des risques particuliers à l'environnement,

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail,

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,

.../...

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 pris en exécution des articles 3, 4, 7 et 8 du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 susmentionné,

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996, modifié le 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

VU l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier,

VU les arrêtés du 12 mai 1997 relatifs à la limitation des émissions sonores :

- des motocompresseurs,
- des groupes électrogènes de puissance,
- des grues à tours, des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleuses,

VU l'arrêté interministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 1998 fixant les conditions de demande d'agrément d'organisme pour l'analyse critique du montant de la garantie financière de remise en état des carrières,

VU la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 22 octobre 1986),

VU la circulaire ministérielle du 2 juillet 1996 précisant les conditions d'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU la circulaire ministérielle du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

VU la circulaire ministérielle du 10 décembre 2003 précisant les conditions d'application de la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées modifiée par décret n° 2002-680 du 30 avril 2002,

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 1999 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

VU le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 2000.1.0199 du 7 mars 2000,

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 1992 autorisant la commune de Massay (18120), à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires sur le territoire de la commune de Massay, au lieu-dit "Le Grand Veau", dans les parcelles cadastrées section ZS n°s 48 et 59 pp, pour une superficie de 13 000 m² dont 8 000 m² exploitables, pour une durée de 10 ans,

.../...

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1999.1.499 du 22 juin 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée,

VU la demande d'autorisation présentée le 10 mars 2003 par la commune de Massay (18120), représentée par son maire, M. André GIROUD, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière communale à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de Massay, au lieu-dit "Le Grand Veau", dans les parcelles cadastrées section ZR n°s 146 (remise en état et cessation d'activité) et 127 pp ex. ZS n° 59 (poursuite d'exploitation), pour une superficie totale de 14 400 m² dont 3 000 m² exploitables, une production maximale annuelle prévue de 2 500 tonnes et une durée sollicitée de 18 ans,

VU les plans et documents inclus dans le dossier de demande,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 2 avril 2003,

VU l'ordonnance n° 157/03-D du président du tribunal administratif d'Orléans du 5 mai 2003 désignant Mme Rachel WIECEK, géomètre expert, en qualité de commissaire-enquêteur,

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé dans les communes de Massay (18), Chéry (18), Saint-Pierre de Jards (36) et Reuilly (36), du mardi 10 juin 2003 inclus au jeudi 10 juillet 2003 inclus,

VU la lettre adressée au commissaire-enquêteur par le maire de Massay le 1^{er} septembre 2003,

VU le rapport et les conclusions motivées rédigés le 21 juillet 2003 par le commissaire-enquêteur, reçus en préfecture le 4 septembre 2003,

VU la délibération du conseil municipal de Massay du 20 juin 2003,

VU la délibération du conseil municipal de Chéry du 20 juin 2003,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le 3 juillet 2003 et l'avis complémentaire du 21 octobre 2003,

VU l'avis émis par le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine le 8 juillet 2003,

VU l'avis émis par le chef du service interministériel de défense et de protection civile le 9 juillet 2003,

VU l'avis émis par le sous-préfet de Vierzon le 10 juillet 2003,

VU l'avis émis par le directeur régional de l'environnement Centre le 16 juillet 2003,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement le 17 juillet 2003,

VU le mémoire établi par le demandeur le 10 octobre 2003, en réponse aux observations des services administratifs,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 5 novembre 2003 comportant l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre,

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières lors de sa séance du 17 décembre 2003,

VU la lettre du 17 mars 2004 du maire de Massay faisant connaître qu'il n'a aucune remarque particulière à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 8 mars 2004,

.../...

CONSIDÉRANT que l'activité projetée constitue une installation classée soumise à autorisation visée selon la rubrique n° 2510.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la carrière est exploitée depuis plusieurs années à un rythme très faible par la commune et répond à un souhait, pour la municipalité, de perpétuer la tradition d'une "journée de la pierre", où les matériaux sont extraits et mis à disposition gracieuse de la population,

CONSIDÉRANT qu'aucun écoulement superficiel n'est concerné par le projet situé dans le bassin versant du ruisseau Le Garreau,

CONSIDÉRANT qu'aucun impact n'est attendu sur les captages AEP les plus proches (Les Luards) situés à 2 km et qui exploitent la nappe des calcaires lacustres du Berry, compte tenu de l'indépendance entre cette nappe et celle située au droit de la carrière,

CONSIDÉRANT qu'aucun stockage d'hydrocarbures ou de produit susceptible de provoquer une pollution n'a lieu sur le site,

CONSIDÉRANT que l'habitation la plus proche se trouve à 250 m du site,

CONSIDÉRANT que les campagnes d'extraction n'auront lieu que 2 à 3 jours par an, dans la plage horaire : 8 h 00 / 17 h 00,

CONSIDÉRANT que l'impact attendu sur le trafic routier est de 30 à 40 passages de tracteurs, au maximum 2 ou 3 jours par an, ce qui représente 3,5 % du trafic de la RD 75,

CONSIDÉRANT que le secteur est situé en ZNIEFF de type 1 et à l'intérieur du pSIC Natura 2000 intitulé "Ilots de marais et coteaux calcaires du nord-ouest de la Champagne berrichonne",

CONSIDÉRANT que les effets attendus sont directs et permanents pour la zone d'extraction (suppression d'une partie du taillis de chênes) et indirects sur les équilibres biologiques (bruit, émissions de poussières, fragmentation du milieu, modification de la ressource alimentaire) mais qu'ils sont limités compte tenu de l'emprise du site et du volume d'activité réduit,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a pris en compte la forte sensibilité environnementale du site et a proposé des mesures qui rendent le projet compatible avec le schéma départemental des carrières,

CONSIDÉRANT que des mesures sont prises afin d'assurer la sécurité du personnel et des tiers,

CONSIDÉRANT que des garanties financières permettront le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant,

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté,

SUR la proposition du Secrétaire général,

ARRÊTE

ARTICLE 1. DEFINITION DES INSTALLATIONS

1.1. AUTORISATION

La commune de Massay (18120) est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaires, en fouille sèche, sur le territoire de la commune de Massay, au lieu-dit "Le Grand Veau".

.../...

L'exploitation, englobant les stocks, concerne les parcelles suivantes, par référence au plan cadastral figurant en **annexe 1** au présent arrêté (toute modification de dénomination devra être déclarée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre) :

- section ZR n° 127 pp
- section ZR n° 146

L'emprise de la carrière autorisée est d'une superficie de **14 400 m² (dont 3 000 m² exploitables)**.

Aucune extraction n'a lieu sur la parcelle ZR n° 146.

Les prescriptions suivantes, à leur date d'effet, abrogent celles imposées par l'arrêté préfectoral du 18 juin 1992.

1.2. NATURE DES ACTIVITÉS

1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime
2510.1°	<p>Carrières (Exploitation de)</p> <p>Exploitation de carrières, à l'exception de carrières de marne ou d'arène granitique, à ciel ouvert, sans but commercial, distantes d'au moins 500 mètres d'une carrière soumise à autorisation ou à déclaration, lorsque la superficie d'extraction est inférieure à 500 mètres carrés et lorsque la quantité de matériaux à extraire est inférieure à 250 tonnes par an et que la quantité totale d'extraction n'excède pas 1000 tonnes, lesdites carrières étant exploitées soit par l'exploitant agricole dans ses propres champs, soit par la commune, le groupement de communes ou le syndicat intercommunal dans un intérêt public (soumises à déclaration).</p>	A

A : Autorisation

1.2.2. VOLUMES AUTORISÉS

La production maximale (matériaux extraits, utilisables ou vendus) autorisée est de **2 500 t/an**.

La production moyenne est de **2 000 t/an**.

Le volume maximal à extraire est de **18 000 m³** représentant **36 000 tonnes de matériaux exploitables**.

1.2.3. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée **à une période de 18 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive.

1.2.4. PEREMPTION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

.../...

1.2.5. AMÉNAGEMENTS

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté (**annexe 2**).

1.2.6. RÉGLEMENTATION

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire.

Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

2.1. GARANTIES FINANCIÈRES

2.1.1. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté interministériel du 10 février 1998.

L'exploitation est menée en 3 périodes de 5 ans suivie d'une période de 3 ans.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA).

Le montant des garanties financières pour chaque période est établi comme suit :

PERIODES	S1 (C1 = 10671 €/ha)	S2 (C2 = 24391 €/ha)	S3 (L) (C3 = 12195 €/ha)	TOTAL (€ TTC)
1	0,13	0,47	0,06	13 583
2	0,07	0,19	0,10	6 601
3	0,07	0,19	0,10	6 601
4 (3 ans)	0,07	0,16	0,09	5 747

2.1.2. NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article 23-3 de ce décret.

.../...

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

2.1.3. MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

2.1.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

2.1.5. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.6. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

2.1.7. APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

2.2. MODIFICATIONS

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

.../...

2.3. DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.4. CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet lié à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant.

2.5. CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins six mois avant la cessation définitive d'activité pour l'exploitation de carrière.

En tout état de cause, tous les travaux de remise en état doivent être terminés au moins **6 mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation.**

L'exploitant joint à la notification :

- un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation,
- un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

ARTICLE 3. DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

3.1. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

3.1.1. INFORMATION DES TIERS

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

.../...

3.1.2. BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Un plan de bornage sera établi par un géomètre expert avant le début des travaux. Un exemplaire de ce plan sera fourni à l'inspection des installations classées, dès sa réception par l'exploitant de carrière.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

3.1.3. EAUX DE RUISSELLEMENT

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

3.1.4. ACCES AU SITE

Les aménagements suivants sont maintenus en place :

- une barrière cadénassée interdisant l'entrée des tiers au site de carrière et aux installations,
- les panneaux répartis sur le pourtour de la carrière, en nombre suffisant, signalant l'interdiction de pénétrer sur le chantier,
- l'indication "Chantier interdit au public" en entrée de carrière,
- une signalisation adaptée : panneaux avertissant de la sortie de véhicules sur la R.D. 75 et panneau STOP sur la voie communale débouchant sur la R.D. 75.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

3.2. DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées à l'article 3.1 ci-dessus.

Cette déclaration est transmise au préfet en trois exemplaires.

Le préfet fera publier, aux frais de l'exploitant, dans les 15 jours qui suivent la réception de la déclaration, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, un avis annonçant le dépôt de cette déclaration.

3.3. PRESCRIPTIONS GENERALES

L'exploitation et la remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

.../...

3.4. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

3.4.1. DEBOISEMENT, DEFRICHAGE, PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

L'arrachage de la chênaie pubescente sera réalisé en dehors des périodes de nidification des oiseaux (février à août), au moment où l'exploitation rendra l'opération nécessaire.

Un plan de gestion et de suivi du site et de ses abords, visant à la préservation ou la restauration des pelouses calcicoles et des fourrés, est défini avec le conservatoire régional des espaces naturels, et transmis à l'inspection des installations classées **dans un délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté.

La commune s'assure du respect de ce plan et met en œuvre les moyens techniques et financiers nécessaires à sa réalisation.

3.4.2. DECAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux. Il sera interdit pendant les périodes de reproduction de la faune.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2,50 m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

Les horizons humifères et les stériles seront intégralement réutilisés pour la remise en état.

3.4.3. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

L'exploitant indiquera par écrit à la direction régionale des affaires culturelles du Centre (service régional de l'archéologie) la date prévue des travaux de décapage. Une copie de ce courrier, qui devra être adressé à la DRAC au moins un mois avant le début desdits travaux, sera transmise à l'inspection des installations classées.

Dans le cadre de l'archéologie préventive, les techniques de décapage mises en œuvre devront garantir la protection d'éventuels vestiges archéologiques (décapage à la pelle mécanique équipée de godet lisse travaillant en rétroaction ou à l'aide de tout autre moyen garantissant des résultats équivalents).

Les découvertes fortuites de vestiges archéologiques seront déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

.../...

3.4.4. EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est réalisée à sec, à la pelle travaillant en rétro suivant le plan situé en **annexe 4**.

La hauteur des fronts de taille est limitée à 6 m au maximum, sauf pour l'extrémité sud-ouest de la parcelle ZR 127, ayant déjà fait l'objet d'une extraction, et pour laquelle cette hauteur est limitée à 11 m.

L'exploitation est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté (**annexe 2**). Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.4.4.1. CARREAU D'EXPLOITATION

L'extraction a lieu à une **cote minimale de 121 m NGF**, établie par rapport au niveau naturel des terrains.

3.4.5. TRANSPORT DES MATERIAUX

Le transport des matériaux est effectué par les voies routières autorisées au trafic lourd.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice du code de la voirie routière.

3.4.6. DISTANCE DE RECUL - PROTECTION DES AMENAGEMENTS

• Généralités

Les bords de l'excavation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

3.4.7. CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS

Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage,
- les installations électriques,
- l'hygiène et la sécurité,
- les poussières.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.

L'exploitant veille à ce que l'organisme extérieur de prévention, pour l'hygiène et la sécurité, intervienne pendant une période d'extraction. Son rapport de contrôle est **transmis tous les ans** à l'inspection des installations classées dès réception par l'exploitant.

.../...

3.5. PRÉVENTION DES POLLUTIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

3.5.1. POLLUTION DES EAUX

3.5.1.1. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ne sera présent sur le site.

L'entretien et le ravitaillement des engins sont réalisés en dehors de la carrière.

Aucun stationnement d'engin n'est autorisé sur le site en dehors des horaires d'ouverture.

Des kits "anti-pollution" équipent les engins de la carrière.

En cas de constat d'une tache d'hydrocarbures, le matériau souillé sera immédiatement enlevé et évacué conformément à l'article 3.5.3.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets conformément à l'article 3.5.3.

3.5.1.2. REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Aucune installation de traitement ne sera présente sur le site. Aucun rejet n'est effectué dans le milieu naturel

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques devront être évacuées ou traitées conformément au code de la santé publique.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement délivrée en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique.

Lorsqu'il n'est pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation devront faire appel aux techniques de l'assainissement autonome et répondre aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

3.5.1.3. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux dans une nappe souterraine est interdit.

.../...

3.5.2. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.5.2.1. POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

3.5.2.2. ACCES ET VOIES DE CIRCULATION

La vitesse des véhicules sur le chantier est limitée à 20 km/h.

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Aucun véhicule ne quittera le site en surcharge. Le chauffeur d'un véhicule en surcharge videra tout excédent pondéral au lieu indiqué par l'exploitant.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant procédera, si besoin, à l'arrosage des pistes.

3.5.3. DÉCHETS

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

3.5.3.1. PRINCIPE

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement livre V titre IV et ses textes d'application).

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

3.5.3.2. STOCKAGE

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateurs d'odeur,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les envols soient limités.

Les déchets imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

.../...

L'exploitant interdira, par tous moyens utiles, le déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site (hors remise en état conforme à l'article 3.7 du présent arrêté) et de déchets.

3.5.3.3. ELIMINATION DES DÉCHETS

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement.

Déchets industriels

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont récupérées, stockées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Déchets ménagers

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales ou remis à un transporteur agréé pour acheminement vers une installation autorisée.

3.5.3.4. SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignées toutes ces informations. Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisées.

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre susnommé.

3.5.4. PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

3.5.4.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement de la carrière et de l'installation sont de **8 h 00 à 17 h 00, jours ouvrés uniquement.**

Les campagnes d'extraction ont lieu uniquement dans les mois d'avril et de novembre réparties sur un maximum de 3 jours.

.../...

3.5.4.2. NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ ET EMERGENCES

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés
Inférieur à 45 dB (A)	5 dB (A)

Le niveau de bruit à ne pas dépasser en limite autorisée, déterminé de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles est fixé à **70 dB (A)**.

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

3.5.4.3. ENGINS DE TRANSPORT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571-2 du code de l'environnement.

3.5.4.4. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

3.5.4.5. CONTRÔLES ACOUSTIQUES

Un contrôle des niveaux sonores est réalisé à la demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à sa disposition.

3.6. PREVENTION DES RISQUES

3.6.1. INTERDICTION D'ACCES

3.6.1.1. GARDIENNAGE

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

.../...

Les jours d'extraction et d'ouverture au public, un représentant de l'exploitant (élu, employé communal) est présent en permanence sur la carrière.

3.6.1.2. CLÔTURE

L'accès à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

3.6.1.3. INFORMATION

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

3.6.2. INCENDIE

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

3.7. REMISE EN ETAT DU SITE

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit, conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

La remise en état du site doit être achevée **au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.**

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- l'enlèvement de l'ensemble des installations, et des stocks,
- la purge et la mise en sécurité des fronts de taille suivant le plan de remise en état (**annexe 3**),
- le nettoyage de l'ensemble des terrains, et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Des travaux complémentaires pourront être entrepris sur l'initiative de l'exploitant, et en accord avec la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre et la direction régionale de l'environnement Centre en vue d'améliorer l'intérêt écologique et pédagogique du site sans porter atteinte aux conditions de maintien de la sécurité.

La surface maximale à remettre en état ou aménager est de **14 400 m²**.

3.7.1. REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION

L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état.

Le remblaiement de la partie sur-creusée de la parcelle ZR 127 (extrémité sud-ouest), ayant fait l'objet d'une extraction de 1992 à 2002 est réalisé progressivement et dans un **délai maximal de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.**

.../...

3.7.1.1. PLAN D'EXPLOITATION ET RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Un plan orienté et réalisé par un géomètre, à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les références cadastrales des parcelles concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les surfaces **S1, S2 et S3** des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) **seront consignées dans une annexe à ce plan**. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes remblayés, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année **avant le 1^{er} février** à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

3.7.2. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT

3.7.2.1. GENERALITES

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature, inhérentes à l'exploitation.

Le site sera libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels et stockages mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site.

La remise en état consiste à mettre en sécurité et aménager les fronts de taille, de manière à ce qu'ils ne présentent pas de risque pour les tiers, et à créer des conditions favorables au développement des pelouses calcicoles.

Les travaux comprennent :

- Pour l'extrémité sud-ouest de la parcelle ZR 127 (zone non exploitable en extraction) :

L'exploitant procède au remblayage du carreau sur-creusé jusqu'à la cote 121 m NGF.

.../...

Un talutage en pente douce pour raccordement au front est réalisé.

La hauteur résiduelle du front est d'environ 4 m.

Les remblais seront recouverts de matériaux calcaires grossiers pour reconstituer des conditions proches de celles des pelouses naturelles.

- Pour la partie nord-est de la parcelle ZR 127 (zone d'extraction) :

Une purge précautionneuse des fronts est réalisée afin d'éviter la chute de blocs.

La pente qui leur est donnée permet d'assurer leur stabilité.

Les fronts, d'une hauteur totale de 12 m sont réaménagés en deux gradins, de hauteur inférieure ou égale à 6 m, séparés par une banquette intermédiaire d'une largeur minimale de 1,5 m.

Cette banquette est calée à 127 m NGF environ, et une pente d'environ 15° vers l'extérieur lui est donnée pour favoriser le drainage des eaux de ruissellement.

Des redans y sont créés.

Les matériaux argileux accumulés sur le carreau sont raclés afin de retrouver le socle calcaire qui est maintenu à la cote 121 m NGF. Une légère inclinaison est donnée au carreau pour permettre l'écoulement des eaux pluviales en direction du chemin communal.

3.7.2.2. REMBLAIEMENT

Le remblaiement est réalisé à l'aide de stériles ou de matériaux de carrière uniquement.

Il ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux souterraines.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

ARTICLE 5 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 6 - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du code du travail (en particulier articles L 235-1 et suivants) et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - La présente autorisation ne dispense pas de la demande de permis de construire prévue par l'article L 421-1 du code de l'urbanisme, si besoin est, et des autorisations administratives subséquentes.

ARTICLE 8 - Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Massay pour y être éventuellement consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans les locaux de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Massay pendant une durée minimale d'un mois.

.../...

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9 - DÉLAIS et VOIES de RECOURS (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- ❶ par les demandeurs ou exploitants dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- ❷ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation de la carrière transmise par l'exploitant au préfet, précisées à l'article 3.2 du présent arrêté.

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

ARTICLE 10 - Le Secrétaire général de la préfecture du Cher, le sous-préfet de Vierzon, le maire de Massay, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au pétitionnaire et aux communes consultées.

Bourges, le - 6 AVR. 2004

La Préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Francis CLORS

RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION

ARTICLE	DOCUMENT	PERIODICITE OU ECHEANCE	TRANSMISSION OU MISE A DISPOSITION
1.1	Modification du parcellaire	S'il y a lieu	Transmission dès réception
3.1.2	Plan de bornage		Transmission dès réception
2.1.2	Acte de cautionnement	Dès le début des travaux	Transmission dès réception
3.2	Déclaration de début d'exploitation comportant la liste des travaux effectués	Dès le début des travaux	Transmission
2.1.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
2.1.5	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
2.3	Déclaration d'accident ou d'incident	Dans les meilleurs délais	Transmission
2.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
3.4.3	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques	Dès leur découverte	Transmission
3.4.4	Déclaration de modification du phasage	Avant mise en œuvre	Transmission
2.5	Déclaration de cessation d'activité de la carrière comportant le mémoire de remise en état.	Six mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral	Transmission
3.7.1.1	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière, avec rapport annuel d'exploitation, et état des surfaces S1, S2 et S3	Annuelle	Transmission tous les ans avant le 1 ^{er} février
3.4.7	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité.	Réglementaire	Mise à disposition <u>Tous les ans dès réception</u> pour le rapport hygiène et sécurité
3.5.3.4	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
3.5.4.5	Contrôle des niveaux sonores	Sur demande de l'inspection des installations classées	Mise à disposition
3.6.2	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition

.../...

RÉCAPITULATIF DES ECHEANCES

ARTICLE	DOCUMENT	ECHEANCE
3.4.1	Transmission du Plan de gestion et de suivi défini avec le conservatoire régional des espaces naturels	1 an
3.7.1	Remblaiement de la zone sur-creusée de manière progressive	5 ans

RÉCAPITULATIF DES ANNEXES A L'ARRETE PREFECTORAL

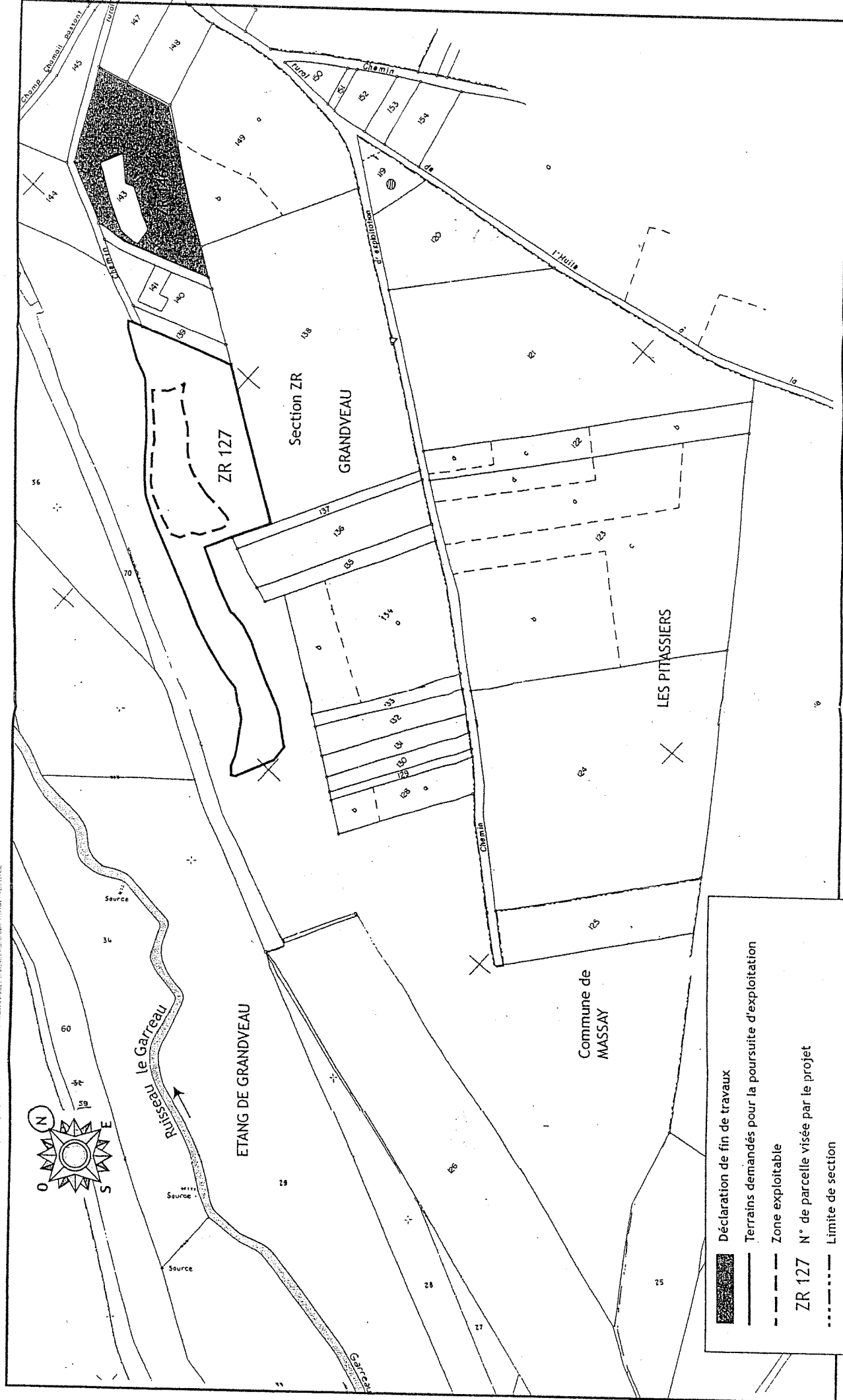
annexe 1	Plan parcellaire
annexe 2	Plan d'exploitation
annexe 3	Plan de remise en état final
annexe 4	Méthode d'exploitation

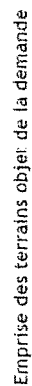
TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	DEFINITION DES INSTALLATIONS.....	5
1.1.	AUTORISATION	5
1.2.	NATURE DES ACTIVITÉS	6
1.2.1.	LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT	6
1.2.2.	VOLUMES AUTORISÉS.....	6
1.2.3.	DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
1.2.4.	PEREMPTION DE L'AUTORISATION.....	6
1.2.5.	AMÉNAGEMENTS.....	7
1.2.6.	RÉGLEMENTATION.....	7
ARTICLE 2.	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES	7
2.1.	GARANTIES FINANCIÈRES	7
2.1.1.	MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	7
2.1.2.	NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	7
2.1.3.	MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	8
2.1.4.	RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	8
2.1.5.	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION	8
2.1.6.	LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE.....	8
2.1.7.	APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES	8
2.2.	MODIFICATIONS.....	8
2.3.	DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS.....	9
2.4.	CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)	9
2.5.	CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ	9
ARTICLE 3.	DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	9
3.1.	AMÉNAGEMENTS PRELIMINAIRES	9
3.1.1.	INFORMATION DES TIERS	9
3.1.2.	BORNAGE.....	10
3.1.3.	EAUX DE RUISSELLEMENT.....	10
3.1.4.	ACCES AU SITE.....	10
3.2.	DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION	10
3.3.	PRESCRIPTIONS GENERALES	10
3.4.	CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	11
3.4.1.	DEBOISEMENT, DEFRICHAGE, PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL	11
3.4.2.	DECAPAGE DES TERRAINS.....	11
3.4.3.	PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE	11
3.4.4.	EXTRACTION.....	12
3.4.5.	TRANSPORT DES MATERIAUX.....	12
3.4.6.	DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS.....	12
3.4.7.	CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS	12
3.5.	PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	13
3.5.1.	POLLUTION DES EAUX.....	13
3.5.2.	PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	14
3.5.3.	DÉCHETS.....	14
3.5.4.	PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	15
3.6.	PREVENTION DES RISQUES	16
3.6.1.	INTERDICTION D'ACCES.....	16
3.6.2.	INCENDIE.....	17
3.7.	REMISE EN ETAT DU SITE	17
3.7.1.	REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION	17
3.7.2.	DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT	18
ARTICLE 4.	SANCTIONS	19
ARTICLE 5.	PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES.....	19
ARTICLE 6.	CODE DU TRAVAIL.....	19
ARTICLE 7.	PERMIS DE CONSTRUIRE.....	19
ARTICLE 8.	MESURES DE PUBLICITE.....	19
ARTICLE 9.	DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	20
ARTICLE 10.	EXECUTION	20

PLAN PARCELLAIRE

ANNEXE 1





















Phases d'exploitation:

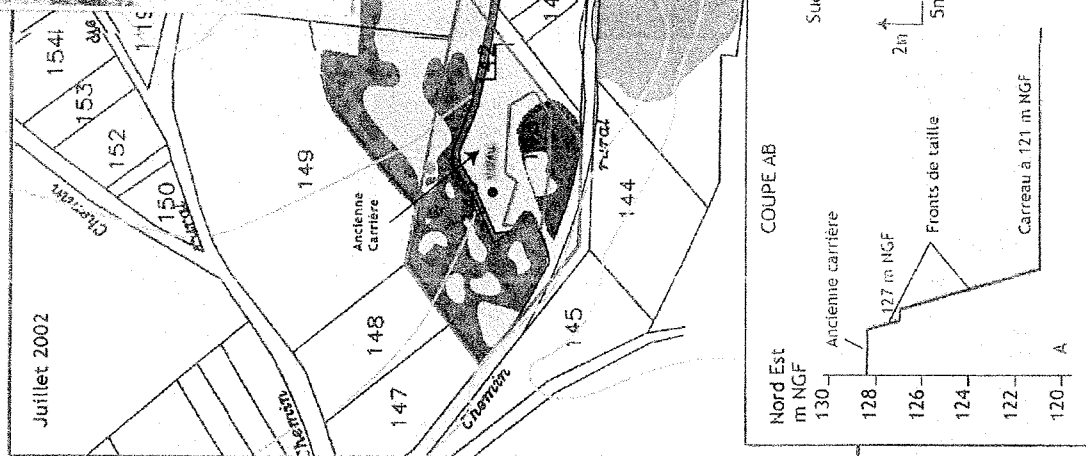
Point coté en m NGF

Echelle: 1/1000

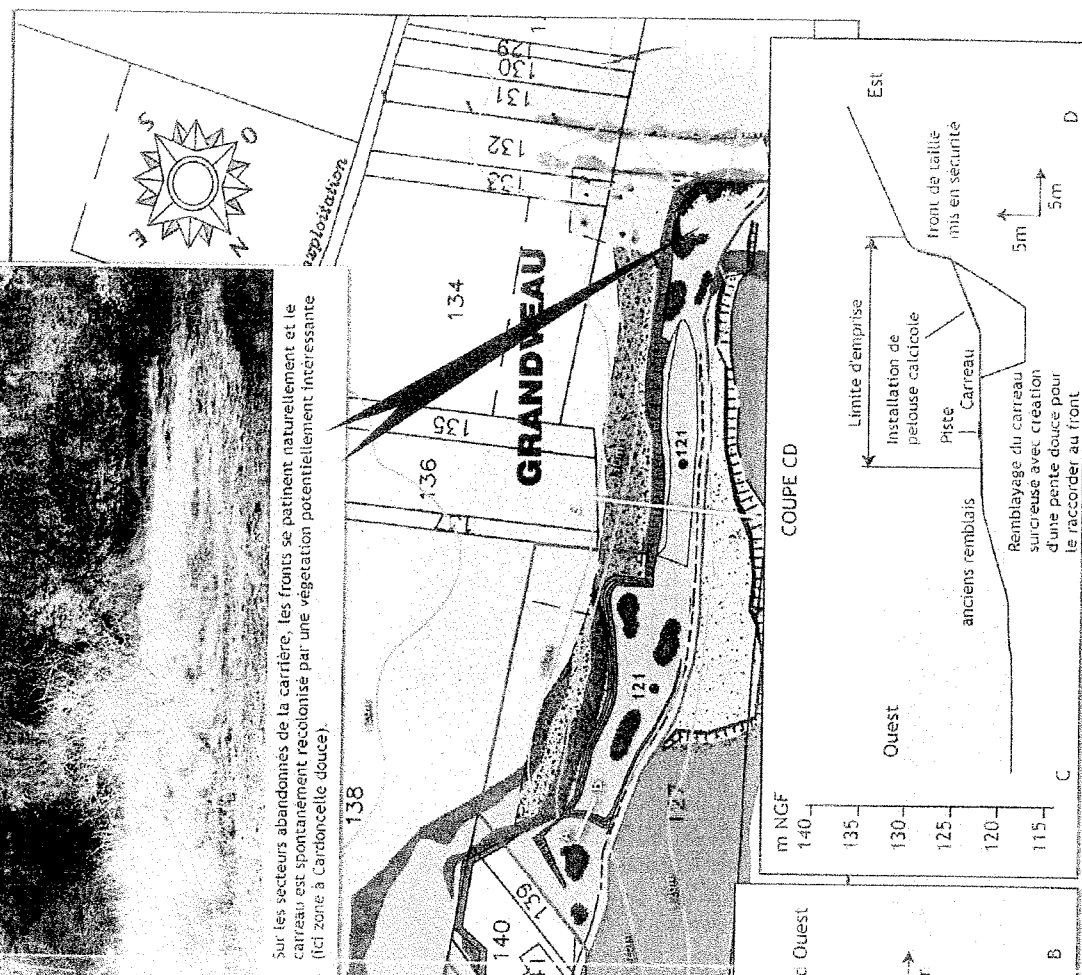
PLAN DE L'ETAT FINAL

-  Emprise des terrains demandés en poursuite d'exploitation
-  Emprise des terrains objets de la déclaration d'abandon
-  Chemin
-  Zone d'extraction
-  Front de taille
-  Terres cultivées
-  Prairies
-  Friches
-  Pelouses
-  Fourrés
-  Boisements
-  Haies
-  Arbres et arbustes isolés
-  Zone remblayée
-  Point coté en m NGF
-  Courbe de niveau en m NGF

Echelle : 



Sur les secteurs abandonnés de la carrière, les fronts se patinent naturellement et le carreau est spontanément recolonisé par une végétation potentiellement intéressante (ici zone à Cardoncelle douce).



METHODE D'EXPLOITATION

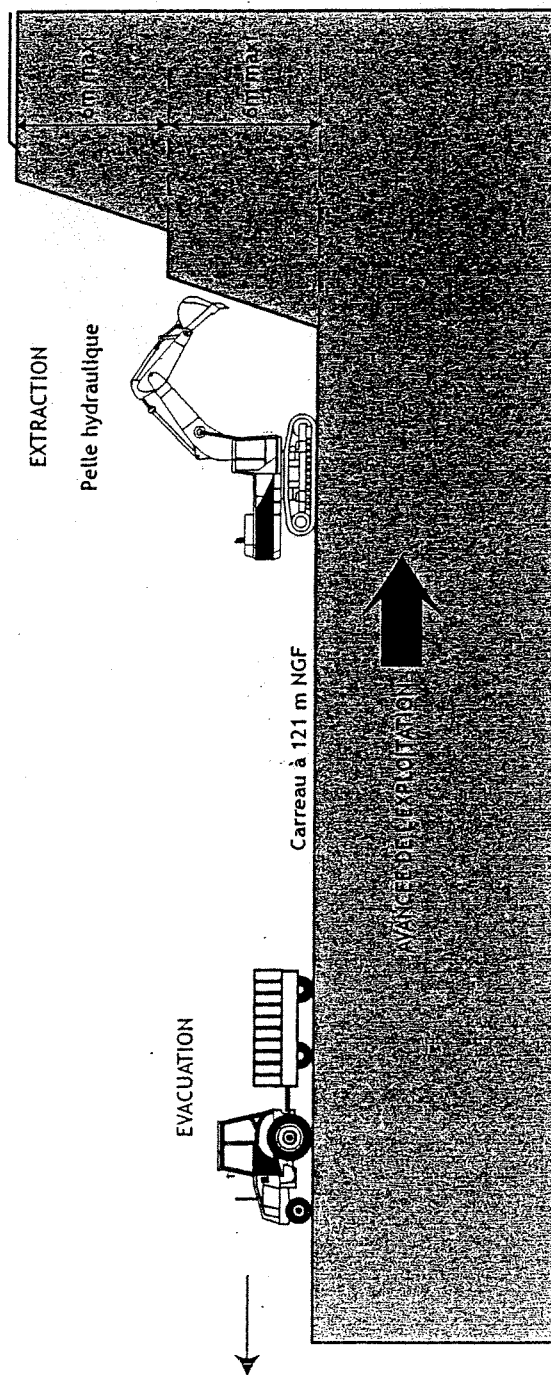


Schéma hors-échelle